

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 511**10 octobre 1996****SOMMAIRE**

Abfall-Recycling Luxembourg, S.à r.l., Bech- Kleinmacher	page 24482	Cocorico S.A., Luxembourg	24496
Aegon International, Sicav, Luxembourg	24482	Corbet S.A., Luxembourg	24495
Affaires et Finances S.A., Luxembourg	24482	Cruchterhombusch S.A., Luxembourg	24496
Africa Holding S.A., Luxembourg	24483	Deep Sea Services S.A., Luxembourg, Luxembourg	24497
Agency Luxembourg S.A., Hagen	24508	D.V. Diffusion, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	24497
AG Nautic, S.à r.l., Wintrange	24484	Echolux S.A., Schiffange	24487
Akrofin S.A., Soparfi, Luxembourg	24512	Editions Plus, S.à r.l., Luxembourg	24485
ALN Euro-Consult, S.à r.l., Luxembourg	24483	Energy Finance S.A., Luxembourg	24527, 24528
AUDIOFINA, Compagnie Luxembourgeoise pour l'Audio-visuel et la Finance S.A., Luxbg	24485	Euro Resto, S.à r.l., Rollingen/Mersch	24485
Banque du Gothard S.A., Lugano (Suisse) Lugano	24484	Fiduciaire Premier S.A., Luxembourg	24491
Banque Populaire du Luxembourg S.A., Luxembourg	24486, 24487	Fratel A S.A., Luxembourg	24495
Barracuda International S.A., Luxembourg	24488	Industrial Holdings S.A., Luxembourg	24514
Beim Troll, GmbH, Wasserbillig	24507	Naarden International Holding S.A., Luxembourg	24498
BRA Portfolio, Luxembourg	24487	Nutraco S.A. Luxembourg S.A., Senningerberg ..	24519
BR & Associés, Banquiers S.A., Luxembourg	24492	Olbia AG, Rollingen/Mersch	24524
Burbank Holdings S.A., Luxembourg	24484	Orchid Finance S.A., Luxembourg	24524
Capfin Holding S.A., Luxembourg	24492	Oriental Arts and Crafts, S.à r.l., Soleuvre	24525
Capfin Investment S.A., Luxembourg	24492	Panolux S.A., Luxembourg	24525
CEEM, Centre Européen d'Etudes en Management, S.à r.l., Luxembourg	24493	PC Power, Steinsel	24523
Central Shoe S.A., Junglinster	24491	Photo-Studio Fey, S.à r.l., Luxembourg	24525
Centre de Formation pour Conducteurs S.A., Colmar-Berg	24497	Polydata Holding S.A., Luxembourg	24523
(The) Chase Manhattan Private Bank (Switzerland), Genève	24528	Portucel International Trading S.A., Luxbg	24498, 24502
Chempharma Holding S.A., Luxembourg	24496	Publi Graphics Group Holding S.A., Luxembourg	24526
C.I.R.I.L., Compagnie Internationale de Recherches et d'Investissements au Luxembourg S.A., Luxembourg	24497	Recherche & Développement Finance S.A., Luxembourg	24526
		Rolling Stone, S.à r.l., Luxembourg	24527
		Russ Oil and Technology S.A., Luxembg	24502, 24505
		Sablière Hein, S.à r.l., Bech-Kleinmacher	24506
		Saint Vanne S.A., Luxembourg	24527
		Santurin S.A., Luxembourg	24524
		Siewit S.A., Luxembourg	24481
		Squash Club Pétange, A.s.b.l., Pétange	24488

SIEWIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 35.492.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 juillet 1996, vol. 481, fol. 81, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour SIEWIT S.A.

Signature

(26534/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ABFALL-RECYCLING LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 1, Quai de la Moselle.

R. C. Luxembourg B 32.263.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 17 novembre 1989, acte publié au Mémorial C, n° 147 du 4 mai 1990.

—

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 1996, vol. 481, fol. 62, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ABFALL-RECYCLING

LUXEMBOURG, S.à r.l.

KPMG

Experts comptables

Signature

(26401/537/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AEGON INTERNATIONAL, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2099 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R. C. Luxembourg B 51.713.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de AEGON INTERNATIONAL, SICAV, tenue le 15 mai 1996 à 11.00 heures, que:

1) L'assemblée confirme la nomination en date du 22 septembre 1995 de Monsieur Willi Adam aux fonctions d'administrateur de AEGON INTERNATIONAL, SICAV, en remplacement du Dr Matthias-Gabriel Kremer, avec effet au 20 octobre 1995.

2) L'assemblée donne décharge pleine et entière au conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leurs fonctions au 31 décembre 1995, et à l'égard du Dr Matthias-Gabriel Kremer au 20 octobre 1995.

3) L'assemblée décide de reconduire les membres du conseil d'administration et le réviseur, ERNST & YOUNG, dans leurs fonctions respectives pour un exercice supplémentaire jusqu'à la réunion de l'assemblée générale ordinaire devant se tenir en mai 1997.

Pour extrait conforme

Pour la société

M^e Feider

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 74, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26402/282/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AFFAIRES ET FINANCES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 32.912.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le treize juin.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

Madame Kathy Roose, employée privée, demeurant à Pontpierre, agissant en sa qualité de mandataire spécial de Monsieur Azra Moussa Hazzan, commerçant, demeurant à Milan, 2, Via Castesio,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 27 mai 1996.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter:

– Que la société AFFAIRES ET FINANCES S.A., ayant son siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte notarié, en date du 19 janvier 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, n° 266 du 6 août 1990.

– Que le capital social de la société AFFAIRES ET FINANCES S.A. s'élève actuellement à soixante mille francs suisses (60.000,- CHF), représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de trois cents francs suisses (300,- CHF) chacune, entièrement libérées.

– Que Monsieur Azra Moussa Hazzan étant devenu seul propriétaire des actions dont il s'agit, a décidé de dissoudre et de liquider la société anonyme AFFAIRES ET FINANCES S.A., celle-ci ayant cessé toute activité.

– Que Monsieur Azra Moussa Hazzan, agissant en sa qualité de liquidateur de la société AFFAIRES ET FINANCES S.A. en tant qu'actionnaire unique, déclare assumer tout le passif de la société et avoir transféré tous les actifs de la société à son profit, de sorte que la liquidation de la société AFFAIRES ET FINANCES est à considérer comme réalisée, sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux éventuellement subsistants.

– Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes, pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

– Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la société à Luxembourg, 11, rue Aldringen.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Roose, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 1996, vol. 91S, fol. 54, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 juillet 1996.

G. Lecuit.

(26403/220/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AFRICA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 26.167.

Le bilan au 31 mars 1996, enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 73, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(26404/631/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AFRICA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 26.167.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 3 juillet 1996,

– les comptes au 31 mars 1996 sont approuvés à l'unanimité;

– le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale statutaire.

Luxembourg, le 3 juillet 1996.

Pour extrait conforme

Signature

Secrétaire de l'assemblée

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 73, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26405/631/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ALN EURO-CONSULT, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

H. R. Luxemburg B 47.011.

Beschlüsse der Gesellschafterversammlung am 5. Juli 1996

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes

Ab 1. August 1996 an die Anschrift: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

2. Geschäftsführer

Der Geschäftsführer, Herr Michael Lang, tritt am 31. Juli 1996 aus der Gesellschaft aus.

Die Gesellschafterversammlung ernennt den Gesellschafter, Herrn Wolfgang Altrogge, mit Wirkung vom 1. August 1996 zum Geschäftsführer.

3. Abtretung und Verkauf von Gesellschaftsanteilen

Mit schriftlicher Einwilligung der Gesellschafter Wolfgang Altrogge und Thomas Nerger gibt der Gesellschafter Michael Lang 52 Gesellschaftsanteile, die 26 % des Gesellschaftskapitals ausmachen, an Herrn Philip James Gibbs, 6 Morgan House, Lillington Gardens, London SW 1 / England, ab.

4. Zeichnungsberechtigung

Die Einzelzeichnungsberechtigung des Geschäftsführers, Herrn Michael Lang erlischt am 31. Juli 1996.

Luxemburg, den 24. Juli 1996.

Für die Richtigkeit

ALN EURO-CONSULT, S.à r.l.

W. Altrogge

Gesellschafter

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 95, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26408/000/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AG NAUTIC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: 500.000,- LUF.**

Siège social: L-5495 Wintrange, 8, rue d'Elvange.

R. C. Luxembourg B 36.904.

Le bilan abrégé et l'annexe abrégée au 31 décembre 1993, ainsi que la résolution des associés concernant l'affectation du résultat de l'exercice 1993, enregistrés à Mersch, le 8 juillet 1996, vol. 122, fol. 10, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Ameri
Gérant

(26406/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AG NAUTIC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: 500.000,- LUF.**

Siège social: L-5495 Wintrange, 8, rue d'Elvange.

R. C. Luxembourg B 36.904.

Le bilan abrégé et l'annexe abrégée au 31 décembre 1994, ainsi que la résolution des associés concernant l'affectation du résultat de l'exercice 1994, enregistrés à Mersch, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 13, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Ameri
Gérant

(26407/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BANQUE DU GOTHARD S.A., LUGANO (SUISSE), Société Anonyme.

Siège social: CH-6901 Lugano, Viale S. Franscini.

R. C. Luxembourg B 17.598.

Cosntitution: 4 avril 1957.

Statuts publiés au Mémorial C, n° 142 du 8 juillet 1980.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 95, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

BANQUE DU GOTHARD

L. Ottaviani

H. Ernzen

Membre de Direction Membre de Direction

(26411/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BURBANK HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 10.751.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour BURBANK HOLDINGS S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric

M. Pietropaolo

(26421/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AUDIOFINA, Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.

R. C. Luxembourg B 10.807.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 80, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

AUDIOFINA S.A.

(26409/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

**AUDIOFINA,
COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE POUR L'AUDIO-VISUEL ET LA FINANCE,
Société Anonyme.**

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R. C. Luxembourg B 10.807.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 6 juin 1996, que les rubriques suivantes sont à modifier comme suit:

Conseil d'administration

Comte Jean-Pierre de Launoit, vice-président du Groupe BRUXELLES-LAMBERT, Bruxelles, président;
AUDIOLUX S.A., représentée par M. Gaston Schwertzer, Luxembourg, administrateur;
M. Didier Bellens, administrateur-directeur général du Groupe BRUXELLES-LAMBERT, Bruxelles, administrateur;
M. Jean-Donat Calmes, licencié en sciences économiques, Munsbach, administrateur;
M. Thierry de Rudder, administrateur de sociétés, Rhode-St.-Genèse (B), administrateur;
Baron Antoine de Schorlemer, industriel, Luxembourg, administrateur;
M. Michel Delloye, administrateur-délégué de la COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE TELEDIFFUSION, Luxembourg, administrateur;
M. Nicolas Duhamel, directeur général adjoint de HAVAS, Neuilly-sur-Seine (F), administrateur;
Baron Albert Frère, président directeur général du Groupe BRUXELLES-LAMBERT, Bruxelles, administrateur;
M. Guy Gervais, administrateur de sociétés, Paris, administrateur;
S.A. HAVAS, Neuilly-sur-Seine (F), administrateur;
M. Dominique Mégret, administrateur de sociétés, Paris, administrateur;
M. Philippe Sahut d'Izarn, directeur général adjoint de HAVAS, Neuilly-sur-Seine, administrateur;
M. Ewald Walgenbach, administrateur de sociétés, Hambourg, administrateur;
M. Michel Vivario, docteur en droit, Onhaye (B), administrateur.

Commissaire aux comptes

COOPERS & LYBRAND S.C., Luxembourg.

Réviseur d'entreprises

COOPERS & LYBRAND S.C., Luxembourg.

Dispositions de l'acte de société

A ajouter les numéros des Recueils des Sociétés et Associations du Mémorial pour trois modifications des statuts de la société:

- statuts modifiés le 19 octobre 1995: Mémorial C, n° 598 du 24 novembre 1995;
- statuts modifiés le 27 novembre 1995: Mémorial C, n° 15 du 9 janvier 1996;
- statuts modifiés le 22 décembre 1995: Mémorial C, n° 104 du 29 février 1996.

Luxembourg, le 19 juillet 1996.

Pour réquisition
C. Back
Fondé de pouvoir

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 80, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26410/000/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

EDITIONS PLUS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 21, rue des Jardiniers.
R. C. Luxembourg B 34.083.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 13, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26438/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

EURO RESTO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen/Mersch, 113, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 41.627.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 13, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26442/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BANQUE POPULAIRE DU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.160.

—
*Extrait du procès-verbal de la vingt et unième réunion du conseil d'administration
tenue à Luxembourg, le 8 février 1996*

Du procès-verbal des délibérations de la vingt et unième réunion du conseil d'administration du 8 février 1996, il a été extrait littéralement ce qui suit:

4. Recrutement d'un nouveau dirigeant

Après échange de vues, le conseil décide, à la majorité de ses membres, MM. Halb et Nalpas, votant contre et M. Fourcail s'abstenant, de procéder au recrutement de M. Buisseret avec le titre de directeur général, sous réserve de l'agrément de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, à l'effet d'assurer sur place, par délégation du conseil d'administration, la gestion quotidienne de la banque.

Luxembourg, le 22 juillet 1996.

Pour extrait certifié conforme
G. Buisseret
Directeur Général
BANQUE POPULAIRE
DU LUXEMBOURG

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 96, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26412/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BANQUE POPULAIRE DU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.160.

—
*Extrait du procès-verbal de la vingt et unième réunion du conseil d'administration
tenue à Luxembourg, le 8 février 1996*

Du procès-verbal des délibérations de la vingt et unième réunion du conseil d'administration du 8 février 1996, il a été extrait littéralement ce qui suit:

3. Démission du président – Election d'un nouveau président

Monsieur Dap rappelle au conseil les observations qu'il avait précédemment formulées sur l'organisation de la direction de la banque.

Les conditions qu'il avait posées ne lui paraissant pas réunies, il fait part de sa décision de remettre ses fonctions de président et d'administrateur de la BANQUE POPULAIRE DU LUXEMBOURG S.A. à la disposition du conseil. Il annonce également son intention d'abandonner ses fonctions de président de la société de gestion luxembourgeoise EURO-ACTIONS.

Après un bref échange de vues, le conseil procède ensuite, à l'unanimité, à la nomination de Monsieur Laty en qualité de nouveau président de la banque. L'Institut Monétaire Luxembourgeois en sera informé sans délai.

Celui-ci accepte cette fonction dont la durée sera celle de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1998.

Luxembourg, le 22 juillet 1996.

Pour extrait certifié conforme
G. Buisseret
Directeur Général
BANQUE POPULAIRE
DU LUXEMBOURG

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 96, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26413/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BANQUE POPULAIRE DU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.160.

—
*Extrait du procès-verbal de la vingt et unième réunion du conseil d'administration
tenue à Luxembourg, le 8 février 1996*

Du procès-verbal des délibérations de la vingt et unième réunion du conseil d'administration du 8 février 1996, il a été extrait littéralement ce qui suit:

2. Démission d'un administrateur –**Cooptation d'un nouveau membre du conseil d'administration**

Le président Dap rappelle que Monsieur Philippe Neuhooff, ex. directeur général de la BANQUE POPULAIRE DE LA REGION OUEST DE PARIS, a fait part au conseil de sa décision de démissionner de son poste d'administrateur par lettre en date du 22 novembre 1995.

Le conseil en prend acte et coopte, en remplacement de Monsieur Neuhoff, Monsieur Michel Farrugia, nouveau directeur général de ladite banque. Il est précisé que celui-ci a reçu l'agrément de l'Institut Monétaire Luxembourgeois par lettre en date du 31 janvier 1996.

Cette cooptation sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.
Luxembourg, le 22 juillet 1996.

Pour extrait certifié conforme
G. Buisseret
Directeur Général
BANQUE POPULAIRE
DU LUXEMBOURG

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 96, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26414/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BANQUE POPULAIRE DU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.160.

—
EXTRAIT

Lors de sa séance en date du 28 juin 1996, le conseil d'administration a pris acte de la démission de Monsieur Jacques Fourcail, administrateur-délégué, à compter du 30 mai 1996 et de Monsieur Alain Bonnot, administrateur-délégué, à compter du 28 juin 1996, ayant les pouvoirs de gestion quotidienne.

Luxembourg, le 22 juillet 1996.

G. Buisseret
Directeur Général
BANQUE POPULAIRE
DU LUXEMBOURG

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 96, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26415/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BRA PORTFOLIO.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 52.182.

—
Modification au sein du conseil d'administration
Extrait des délibérations du conseil d'administration du 19 avril 1996

- M. Gérard Tyvaert, président du conseil d'administration, a demandé à être déchargé de ses fonctions.
- M. Jan Vanhevel, président de la BANK VAN ROESELARE, a été coopté pour reprendre le mandat de M. Gérard Tyvaert; son mandat sera confirmé lors de la prochaine assemblée générale.
- M. Paul Vanblaere a été nommé président du conseil d'administration.

Réquisition aux fins d'inscription au Mémorial et au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour le Conseil d'Administration
B. Nagelmackers

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 93, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26420/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ECHOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-Schifflange, Zone Industrielle «Um Monkeler».
R. C. Luxembourg B 7.256.

Constituée sous la dénomination de TERRACOM S.A., le 13 avril 1993 par-devant M^e Marc Elter, notaire alors de résidence à Junglinster, acte publié au Mémorial C, n° 67 du 28 mai 1966, modifiée en date du 15 juin 1978 par-devant M^e Frank Baden, notaire alors de résidence à Mersch, acte publié au Mémorial C, n° 201 du 20 septembre 1978, modifiée par-devant le même notaire en date du 13 novembre 1980, acte publié au Mémorial C, n° 296 du 20 décembre 1980, modifiée par-devant le même notaire en date du 18 décembre 1986, acte publié au Mémorial C, n° 81 du 2 avril 1987, modifiée par-devant le même notaire en date du 29 mars 1990, acte publié au Mémorial C, n° 368 du 10 octobre 1990.

—
Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 69, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ECHOLUX S.A.
KPMG
Experts comptables
Signature

(26437/537/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BARRACUDA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 47.720.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 73, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
(26416/631/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BARRACUDA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 47.720.

Par décision de l'assemblée générale ajournée du mercredi 10 juillet 1996,
– les comptes au 31 décembre 1995 sont approuvés à l'unanimité;
– décharge est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat au 31 décembre 1995;
– le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale statutaire.

Luxembourg, le 10 juillet 1996.

Pour extrait conforme
Signature
Secrétaire de l'assemblée

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 73, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26417/631/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

SQUASH CLUB PETANGE, Association sans but lucratif.

Siège social: Pétange.

Fondée en 1987.

Statuts initiaux en 1986 abrogés par l'assemblée générale extraordinaire en décembre 1986.

PREAMBULE

Une association dénommée SQUASH CLUB DE LA COMMUNE DE PETANGE a été constituée au mois de décembre 1986 entre les personnes dénommées ci-après et tous ceux qui, ultérieurement en deviendront membres conformément à l'article 4 des présents statuts.

Les premiers membres du SQUASH CLUB et signataires de l'acte de constitution sont les suivants:

Monsieur Georges d'Huart, Monsieur Guy Schmit, Monsieur Jos Bouche, Monsieur Claude Bouche, Monsieur Germain Weber, Monsieur Nico Kintzinger, tous de nationalité luxembourgeoise, sauf Monsieur Weber (de nationalité allemande).

Les statuts ont été modifiés en janvier 1996 (en conformité avec l'article 19).

L'association s'établit et fonctionnera conformément à la loi du 21 avril 1928 concernant les associations sans but lucratif.

TEXTE COORDONNE DES STATUTS

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination SQUASH CLUB DE LA COMMUNE DE PETANGE, et son siège social est établi sur le territoire de la commune de Pétange.

La durée du SQUASH CLUB est illimitée; elle peut être dissoute en tout temps.

Le SQUASH CLUB est affilié à la FEDERATION LUXEMBOURGEOISE DE SQUASH RACKETS DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG (F.L.S.R.).

ART. 2. LE SQUASH CLUB a pour objet de sauvegarder les intérêts communs, tant moraux que matériels, de ses membres;

- de grouper les personnes s'intéressant au sport du squash;
- de favoriser et de faciliter auprès de ses membres le perfectionnement de la technique du squash par des cours théoriques et pratiques et en les faisant profiter de conseils juridiques et sportifs;
- de leur procurer des avantages, dont seule une association peut profiter; de rehausser la considération du sport squash et de développer l'esprit de camaraderie.

Art. 3. Le SQUASH CLUB mène son action en dehors de toute considération politique et religieuse.

Art. 4. Le SQUASH CLUB comprend:

- 1) des membres actifs (joueurs);
- 2) des membres effectifs;
- 3) des membres honoraires avec droit de vote;
- 4) des membres honoraires sans droit de vote.

Les membres actifs et effectifs ont droit de vote. Le nombre des membres ne peut pas être inférieur à 11 (onze).

La qualité de membre se perd:

- par démission de l'adhérent;
- par le refus de payer la cotisation annuelle pendant l'année sociale en cours;
- par le refus de se conformer aux statuts ou aux décisions du conseil d'administration;
- pour comportement antisportif ou agissement contraire aux intérêts de l'association;
- par exclusion, prononcée par l'assemblée générale, statuant à la majorité des 2/3 des voix.

Le membre démissionnaire ou exclu ne pourra pas réclamer le remboursement des cotisations payées par lui. Il n'a aucun droit sur le fonds social.

Les titres d'honneur et la qualité de membre d'honneur sont conférés et révoqués par une décision de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

Art. 5. Les ressources du SQUASH CLUB DE LA COMMUNE DE PETANGE se constituent par:

- I. des subventions et subsides;
- II. des dons, legs et ressources permises par la loi ou les statuts;
- III. les membres payent annuellement une cotisation en espèces à fixer chaque année par l'assemblée générale.

Toute augmentation des cotisations doit être approuvée par un vote à la majorité des voix des 2/3 des membres présents à l'assemblée générale.

Art. 6. Direction du SQUASH CLUB.

Le SQUASH CLUB est dirigé par un conseil d'administration de 7 à 15 membres, élus au scrutin secret par l'assemblée générale à la simple majorité des voix des adhérents présents.

Il comprend:

- A) un président (qui dirige également les séances du comité directeur – voir Art. 9.);
- B) quatre vice-présidents:
Le président de la Commission des Finances (1^{er} vice-président);
Le président de la Commission Technique (2^{ème} vice-président);
Le président de la Commission du Secrétariat (3^{ème} vice-président);
Le président de la Commission d'Organisation (4^{ème} vice-président);
- C) un trésorier;
- D) le directeur des tournois;
- E) jusqu'à 9 assesseurs.

Le conseil d'administration se réserve le droit de coopter 1 à 2 membres et distribue lui-même les fonctions en son sein.

Art. 7. Le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est renouvelé tous les deux ans à raison de la moitié + 1. Les membres sortants sont rééligibles. Leurs fonctions ne sont pas rémunérées.

Art. 8. Réunions.

Le conseil d'administration ne peut siéger valablement qu'à la présence de la moitié + 1 de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. La voix du président étant, en cas de partage égal des voix, prépondérante.

Toute correspondance engageant la responsabilité du SQUASH CLUB est à signer par le président (ou son délégué) et deux membres du conseil d'administration.

Art. 9. Le Comité Directeur.

Le Comité Directeur du SQUASH CLUB se compose:

- 1) du président du Conseil d'administration;
- 2) des 4 vice-présidents du Conseil d'administration, qui peuvent être représentés par leurs adjoints;
- 3) du trésorier;
- 4) du directeur de tournois.

Il est principalement chargé de l'expédition des affaires courantes, de l'élaboration des lettres et autres écrits. Il effectue toutes les démarches jugées nécessaires par le Conseil d'administration.

Art. 10. Fonctions du président.

– Le président représente le SQUASH CLUB et dirige les travaux du Conseil d'administration et du Comité Directeur.

- Il fixe l'ordre du jour ainsi que les date et lieu des réunions du Conseil d'administration et du Comité Directeur.
- Il préside et dirige les débats lors des réunions et des assemblées générales.

– Il assure la coordination des charges et travaux à répartir entre les membres du Conseil d'administration et du Comité Directeur.

- En cas d'empêchement, le président sera remplacé par le 1^{er} vice-président (voir Art. 6, alinéa B).

Art. 11. Fonctions des vice-présidents et Commissions.

Les vice-présidents remplacent le président, par ordre décroissant. Dans l'interim, ils président les commissions qui sont les suivantes:

- A) La Commission des Finances;
- B) La Commission Technique;
- C) La Commission du Secrétariat;
- D) La Commission des Organisations.

A) La Commission des Finances est composée de 3 membres au moins et de 7 membres au plus. Le trésorier fait obligatoirement partie de cette commission. Son président appartient au Comité Directeur et au Conseil d'administration du SQUASH CLUB (1^{er} vice-président), et il est seul chargé de la composition de sa commission.

La commission se réunit selon les besoins de l'association, mais au moins une fois tous les 3 mois. Un rapport de chaque séance est à adresser au secrétariat général. Les charges de la Commission des Finances sont multiples:

1) soutenir le trésorier dans la gestion financière, tant active que passive, l'aider en cas de besoin, dans toutes les tâches définies ci-après par les présents statuts, assurer l'intérim en cas de maladie ou de démission;

2) élaborer les plans de recettes et de dépenses de l'association pendant l'année en cours et établir, en général, le budget de la société, afin de garantir l'établissement du budget de l'année suivante, dans un délai acceptable. La Commission des Finances doit être impérativement en possession des rapports et exigences des autres commissions pour le 1^{er} décembre au plus tard;

3) exercer son rôle d'organe de contrôle au sein de l'association, demander des avis ou devis auprès des autres commissions ou sections, déposer son veto à l'encontre des décisions engendrant des dépenses ou frais démesurés. Ce veto peut être prononcé au cas où un article du budget est dépassé de 10 %. Lors d'un dépassement de 30 %, la Commission des Finances a le droit de convoquer une assemblée générale extraordinaire;

4) trouver, outre les ressources conventionnelles que sont les cotisations, les subventions ou subsides, les dons etc., d'autres sources de financement telles que le sponsoring, les loteries, etc. La commission est ouverte à toute proposition, suggestion ou autre idée émanant de ses membres ou sympathisants;

5) travailler le plus étroitement possible avec le Comité Directeur et les autres commissions ou sections afin de garantir le bon fonctionnement de tout l'ensemble, et prêter main forte aux différentes manifestations, organisées par le SQUASH CLUB PETANGE.

La révision de la caisse sera faite par les membres de la Commission des Finances, qui ne font pas partie du Conseil d'administration. Ceux-ci exercent la fonction de réviseurs de caisse.

Le trésorier est chargé du recouvrement des cotisations, de la tenue des livres de comptabilité, de l'établissement et du contrôle des listes d'affiliation en collaboration avec la Commission Technique, du recouvrement de toute autre créance éventuelle et du règlement des comptes de l'association.

B) La Commission du Secrétariat est chargée plus spécialement de la rédaction des documents du SQUASH CLUB ainsi que des publications de l'association. Elle est également chargée de la correspondance courante et de la rédaction des procès-verbaux des réunions du Comité Directeur, du Conseil d'administration et des assemblées générales. Ces comptes-rendus doivent obligatoirement renseigner sur:

a) l'énumération des membres du Conseil d'administration présents ou absents, excusés ou non;

b) le résumé des propositions et décisions prises.

Le président de la commission est obligatoirement membre du Conseil d'administration et du Comité Directeur (3^{ème} vice-président) et il est seul chargé de la composition de sa commission. La Commission du Secrétariat se réunit selon les besoins de l'association et un rapport de chaque séance est rédigé par un membre de cette commission.

C) La Commission Technique est chargée de l'établissement du calendrier des manifestations sportives, entraînements et autres du SQUASH CLUB. Ledit calendrier doit être remis pour le début de la saison, au plus tard, à la Commission des Finances, afin que celle-ci puisse établir le budget pour l'année suivante.

Le président de la Commission Technique est obligatoirement membre du conseil d'administration (2^{ème} vice-président) et du Comité Directeur. Il est seul chargé de la composition de sa commission.

D) La Commission d'Organisation est chargée de l'élaboration du calendrier pour toutes manifestations extra-sportives du SQUASH CLUB. Le budget doit être remis pour le début de la saison, au plus tard, à la Commission des Finances, afin que celle-ci puisse établir le budget pour l'année suivante.

Le président de la Commission d'Organisation est obligatoirement membre du Conseil d'administration (4^{ème} vice-président) et du Comité Directeur. Il est seul chargé de la composition de sa commission.

E) Tout président peut être représenté par un membre de la commission dont il a la responsabilité lors d'une réunion.

Art. 12. Assemblée générale.

Après le rapport détaillé du trésorier sur la situation des comptes de l'association, approuvé et certifié exact par la Commission des Finances, décharge devra lui être donnée par l'assemblée générale.

Art. 13. Les droits et compétences.

Les droits, obligations, pouvoirs et responsabilités sont réglés par les articles 13 et 14 de la loi du 21 avril 1928. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de la compétence du Conseil d'administration.

Il pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à d'autres membres associés. En outre, il pourra toujours s'adjoindre, avec voix consultative, toute personne susceptible de rendre des services au SQUASH CLUB et se réunir avec le conseil d'administration d'autres associations similaires pour des questions d'intérêt commun.

Art. 14. Convocation.

Les articles 4 et 12 de la loi règlent les attributions de l'assemblée générale. Les articles 5 et 6 régissent la convocation aux assemblées générales. Cette convocation est faite par la Commission du Secrétariat par lettre adressée aux membres du SQUASH CLUB, ayant droit de vote, au moins 21 jours avant l'assemblée.

La convocation contiendra l'ordre du jour et la demande de candidatures pour le Conseil d'administration. Celui-ci fixe chaque année, dans le courant du premier trimestre, la date de l'assemblée qui se prononce par acclamation ou, le cas échéant, par vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs.

Art. 15. Assemblée générale – Délibération et résolution.

Les délibérations des assemblées générales sont réglées par les articles 7 et 8 de la loi du 21 avril 1928. Aucune résolution portant sur les objets ne figurant pas à l'ordre du jour de l'assemblée ne peut être prise en considération, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement par une majorité de 2/3 des membres présents.

Art. 16. Exercice.

L'exercice comptable correspond à l'année du calendrier. Le 31 décembre de chaque année, les livres sont arrêtés et l'exercice est clôturé. L'excédent favorable du compte reste acquis au SQUASH CLUB.

Art. 17. Cas exceptionnels.

Tous les cas non prévus par les présents statuts seront tranchés par le Conseil d'administration ou le Comité Directeur.

Art. 18. Dissolution.

La dissolution et la liquidation du SQUASH CLUB sont régies par les articles 19 et 25 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et l'excédent de trésorerie sera viré à l'Office social de la Commune de Pétange.

Art. 19. Une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée:

- 1) si les 2/3 des membres, ayant droit de vote, l'exigent;
- 2) si la Commission des Finances le demande pour excédent abusif du budget approuvé par l'assemblée générale;
- 3) si le Conseil d'administration envisage de procéder à une modification d'un ou de plusieurs articles des présents statuts;
- 4) si le Conseil d'administration est démissionnaire à la majorité.

Art. 20. Les nouveaux statuts.

Les nouveaux statuts ont été approuvés par l'assemblée générale extraordinaire à la date du 19 avril 1996. Le nouveau conseil d'administration du SQUASH CLUB se compose des membres suivants:

Président:	Gantrel Romain;
1 ^{er} vice-président:	Bouche Jean-Claude;
2 ^{ème} vice-président:	Hoffmann Fernand;
3 ^{ème} vice-président:	Galano Lucien;
4 ^{ème} vice-président:	Fassbender Jeff;
Trésorier:	Carl Francis;
Directeur des Tournois:	Freyman Nico;
Assesseurs	
(max. 9 personnes):	Lacrosse Colette;
	Wiseler Jean-Marie;
	Thill René.

Ainsi fait à Lamadelaine et signé par tous les membres énumérés ci-dessus.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juin 1996, vol. 480, fol. 8, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26400/999/209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CENTRAL SHOE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6101 Junglinster, Centre Commercial Langwies.
R. C. Luxembourg B 34.837.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 29 août 1990, acte publié au Mémorial C, n° 79 du 20 février 1990.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 1996, vol. 481, fol. 62, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRAL SHOE S.A.
KPMG
Experts comptables
Signature

(26424/537/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

FIDUCIAIRE PREMIER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 46.909.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 92, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26448/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BR & ASSOCIES, BANQUIERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 47.859.

*Modification au sein du conseil d'administration**Extrait des délibérations du conseil d'administration du 19 avril 1996*

- M. Gérard Tyvaert, président du conseil d'administration, a demandé à être déchargé de ses fonctions.
- M. Jan Vanhevel, président de la BANK VAN ROESELARE, a été coopté pour reprendre le mandat de M. Gérard Tyvaert; son mandat sera confirmé lors de la prochaine assemblée générale.
- M. Paul Vanblaere nommé administrateur-délégué de la BANK VAN ROESELARE, a été déchargé de ses fonctions d'administrateur-délégué et, à la demande de M. Aime Decat, le conseil a décidé de nommer M. Paul Vanblaere vice-président du conseil d'administration en remplacement de M. Decat.

Composition du conseil d'administration

Président: M. Jan Vanhevel;
Vice-président: M. Paul Vanblaere;
Administrateur-délégué: M. Daniel de Meester;
Administrateur-délégué: M. Baudouin Nagelsmackers;
Administrateur Directeur: M. Tanguy de Foestraets;
Administrateur Directeur: M. Vincent Doumier;
Administrateurs: MM. Bernard Camerlynck;
Aime Decat;
Remy Goddyn;
James Pope;
Frans Sercu.

Réquisition aux fins d'inscription au Mémorial et au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour le Conseil d'Administration

B. Nagelsmackers

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 93, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26419/000/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CAPFIN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 13.644.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1996, que:

- L'assemblée accepte la démission de M. Stefano Tana de ses fonctions d'administrateur de la société.
- L'assemblée élit aux fonctions d'administrateur de la société, en remplacement de M. Stefano Tana, Madame Raffaella Martone, demeurant à Rome, Italie.

Le mandat de Madame Martone prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 96, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26422/317/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CAPFIN INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 46.599.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1996, que:

- L'assemblée accepte la démission de M. Stefano Tana de ses fonctions d'administrateur de la société.
- L'assemblée élit aux fonctions d'administrateur de la société, en remplacement de M. Stefano Tana, Madame Raffaella Martone, demeurant à Rome, Italie.

Le mandat de Madame Martone prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 96, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26423/317/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CEEM, CENTRE EUROPEEN D'ETUDES EN MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue T. Neuman.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le huit juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Samen, en remplacement de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

- 1) Mademoiselle Evelyne Jastrow, licenciée en droit, demeurant à Strassen.
- 2) La société CMS SERVICES Ltd, ayant son siège social à Tortola, Wickham's Cay, Road Town, Iles Vierges Britanniques,

ici représentée par Mademoiselle Evelyne Jastrow, prénommée,
agissant en sa qualité d'administrateur de la société et habilitée à engager celle-ci par sa signature individuelle.

Lesquelles comparantes, agissant en leur qualité de seules associées de la société à responsabilité limitée CENTRE EUROPEEN D'ETUDES EN MANAGEMENT, en abrégé CEEM, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 21 novembre 1984, publié au Mémorial Recueil Spécial C, numéro 347 du 22 décembre 1984, déclarent se réunir en assemblée générale extraordinaire et prennent, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associées décident de transformer la Société en société anonyme.

Il résulte d'un rapport de Monsieur Raymond Henschen, réviseur d'entreprises agréé, demeurant à Luxembourg, daté du 5 juillet 1996, que la valeur de la société à responsabilité limitée transformée est au moins égale au montant de son capital, soit cinq cent mille francs (500.000,-).

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'objection à formuler sur la valeur des titres de la S.à r.l. qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport restera annexé aux présentes.

Deuxième résolution

Les associées décident d'échanger les cinq cents (500) parts sociales existantes contre cinq cents (500) actions de mille francs (1.000,-) chacune.

Troisième résolution

Les associées décident de modifier l'objet social de la Société comme suit:

«La société a pour objet de faire tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger toutes activités de services, études, expertises, consultations et conseils en matière d'organisation du travail, cela pour des particuliers, des entreprises, des groupements professionnels ou autres associations.

En outre, dans le cadre de l'objet précité, la société pourra acquérir et donner en location un ou plusieurs bateaux pour l'organisation de séminaires ou de réunions.

D'une manière générale, elle pourra faire toutes activités intermédiaires commerciales et toutes activités propres à faciliter la réalisation de son objet.

Elle pourra accomplir toutes les opérations quelconques, commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle pourra notamment prêter, emprunter, hypothéquer. La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui soit de nature à favoriser le développement de ses affaires.»

Quatrième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de sept cent cinquante mille francs (750.000,-) pour le porter de son montant actuel de cinq cent mille francs (500.000,-) à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-) par la création et l'émission de sept cent cinquante (750) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune.

Les associées admettent la société CMS SERVICES Ltd, prénommée, à la souscription des sept cent cinquante (750) actions nouvelles, l'autre associée renonçant à son droit de souscription préférentiel.

Souscription et libération

De l'accord de tous les associés, les sept cent cinquante (750) actions nouvelles sont souscrites par la société CMS SERVICES Ltd, prénommée,

ici représentée par Mademoiselle Evelyne Jastrow, prénommée,
agissant en sa qualité d'administrateur de la société et habilitée à engager celle-ci par sa signature individuelle.

Les sept cent cinquante (750) actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de sept cent cinquante mille francs (750.000,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Cinquième résolution

Les associées décident de transférer le siège social de la Société à L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

Sixième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, les associées décident de procéder à une refonte complète des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de CENTRE EUROPEEN D'ETUDES EN MANAGEMENT, en abrégé CEEM.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet de faire tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger toutes activités de services, études, expertises, consultations et conseils en matière d'organisation du travail, cela pour des particuliers, des entreprises, des groupements professionnels ou autres associations.

En outre, dans le cadre de l'objet précité, la société pourra acquérir et donner en location un ou plusieurs bateaux pour l'organisation de séminaires ou de réunions.

D'une manière générale, elle pourra faire toutes activités intermédiaires commerciales et toutes activités propres à faciliter la réalisation de son objet.

Elle pourra accomplir toutes les opérations quelconques, commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle pourra notamment prêter, emprunter, hypothéquer. La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui soit de nature à favoriser le développement de ses affaires.

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille francs (1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier vendredi du mois de mai à onze heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Septième résolution

Les associées acceptent la démission des gérants actuels et leur donnent décharge.

Huitième résolution

Les associées décident de procéder aux nominations statutaires suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont appelées aux fonctions d'administrateur:

a) Madame Louise Jastrow, administrateur de sociétés, demeurant à Bertrange,

b) Mademoiselle Evelyne Jastrow, licenciée en droit, demeurant à Strassen,

c) La société CMS SERVICES, ayant son siège social à Tortola, Wickham's Cay, Road Town, Iles Vierges Britanniques.

2) Est appelée aux fonctions de commissaire:

- SAFILUX, société anonyme, ayant son siège social à L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

3) Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille deux.

Estimation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, à la somme de soixante-cinq mille francs (65.000.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 1996, vol. 92S, fol. 14, case 6. – Reçu 7.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

F. Baden.

(26425/200/175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CORBET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 12.897.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour CORBET S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric

M. Pietropaolo

(26432/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

FRATEL A, Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.

R. C. Luxembourg B 49.129.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 80, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

FRATEL A S.A.

(26454/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CHEMPHARMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 43.597.

Le bilan au 30 juin 1994, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour CHEMPHARMA HOLDING S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric M. Pietropaolo

(26427/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CHEMPHARMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 43.597.

Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour CHEMPHARMA HOLDING S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric M. Pietropaolo

(26428/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

COCORICO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 34.632.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour COCORICO S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric M. Pietropaolo

(26429/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

COCORICO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 34.632.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour COCORICO S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric M. Pietropaolo

(26430/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CRUCHTERHOMBUSCH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 46.739.

Constituée par-devant M^e André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 février 1994, acte publié au Mémorial C, n° 209 du 30 mai 1994.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 juillet 1996, vol. 481, fol. 82, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CRUCHTERHOMBUSCH S.A.

KPMG

Experts comptables

Signature

(26433/537/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

CENTRE DE FORMATION POUR CONDUCTEURS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.

R. C. Luxembourg B 46.622.

Constituée par-devant M^e André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du février 1994, acte publié au Mémorial C, n° 85 du 8 mars 1994, modifiée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 12 juin 1995, acte publié au Mémorial C, n° 473 du 21 septembre 1995.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 juillet 1996, vol. 481, fol. 82, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRE DE FORMATION
POUR CONDUCTEURS S.A.

KPMG

Experts comptables

Signature

(26426/537/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

**C.I.R.I.L., COMPAGNIE INTERNATIONALE DE RECHERCHES
ET D'INVESTISSEMENTS AU LUXEMBOURG, Société Anonyme.**

Siège social: L-2953 Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 4.874.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour C.I.R.I.L., COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE RECHERCHES ET D'INVESTISSEMENTS

AU LUXEMBOURG

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric M. Pietropaolo

(26431/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

DEEP SEA SERVICES S.A., LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 52.133.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 26 février 1996

Le conseil d'administration a nommé Monsieur Slawomir Parypa président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a accepté la démission de Monsieur Raymond Van Herck, administrateur.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 7 mai 1996

Le conseil d'administration a nommé Monsieur Marek Gizewski, demeurant ul. Ruska 23/6, 70-132 Szczecin, Pologne, en tant que nouvel administrateur, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Raymond Van Herck.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DEEP SEA SERVICES S.A.,
LUXEMBOURG

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 1996, vol. 481, fol. 87, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26434/267/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

D.V. DIFFUSION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: 500.000,- LUF.**

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 57, rue de l'Alzette.

R. C. Luxembourg B 47.210.

Le bilan abrégé et l'annexe abrégée au 31 décembre 1994, ainsi que la résolution de l'associé unique concernant l'affectation du résultat de l'exercice 1994, enregistrés à Mersch, le 13 juin 1996, vol. 122, fol. 4, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. Delvecchio

Gérant

(26444/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

NAARDEN INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.425.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 1996, vol. 481, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 1996.

Pour NAARDEN INTERNATIONAL
HOLDING S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric M. Pietropaolo

(26496/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PORTUCEL INTERNATIONAL TRADING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 39.443.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PORTUCEL INTERNATIONAL TRADING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 39.443, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 30 janvier 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 298 du 6 juillet 1992 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 5 octobre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 32 du 20 janvier 1995.

L'Assemblée est ouverte à dix heures trente sous la présidence de Monsieur Derek Stuart Ruxton, directeur de sociétés, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire, Mademoiselle Viviane Stecker, employée privée, demeurant à Niederfeulen.

L'Assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Patrick Pierrard, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social à concurrence de treize millions cinq cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.550.000,- LUF) pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) à quatorze millions huit cent mille francs luxembourgeois (14.800.000,- LUF) par la création et l'émission de dix mille huit cent quarante (10.840) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille deux cent cinquante francs luxembourgeois (1.250,- LUF) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2) Souscription et libération intégrale par des versements en espèces des actions nouvelles par les deux actionnaires actuels de la société.

A savoir - mille neuf cent soixante-huit (1.968) actions nouvelles souscrites par la société PORTUCEL S.G.P.S. S.A., ayant son siège social à Lisbonne (Portugal),

- huit mille huit cent soixante-douze (8.872) actions nouvelles souscrites par la société PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., ayant son siège social à Lisbonne (Portugal).

3) Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 de statuts.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de treize millions cinq cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.550.000,- LUF) pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) à quatorze millions huit cent mille francs luxembourgeois (14.800.000, LUF) par la création et l'émission de dix mille huit cent quarante (10.840) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille deux cent cinquante francs luxembourgeois (1.250,- LUF) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

L'Assemblée admet:

1) la société PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., ayant son siège social à Lisbonne (Portugal), à la souscription de huit mille huit cent soixante-douze (8.872) actions nouvelles, l'autre actionnaire renonçant pour autant que de besoin à son droit de souscription préférentiel;

2) la société PORTUCEL S.G.P.S S.A., ayant son siège social à Lisbonne (Portugal), à la souscription de mille neuf cent soixante-huit (1.968) actions nouvelles.

Souscription et libération

Les dix mille huit cent quarante (10.840) actions sont souscrites à l'instant même comme suit:

- La société PORTUCEL S.G.P.S. S.A., mille neuf cent soixante-huit actions nouvelles 1.968
ici représentée par Monsieur Derek Stuart Ruxton, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 20 juin 1996.

- La société PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., huit mille huit cent soixante-douze actions nouvelles 8.872
ici représentée par Monsieur Derek Stuart Ruxton, prénommé,
en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 20 juin 1996.

Les prédites procurations resteront annexées aux présentes.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de treize millions cinq cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.550.000,- LUF) se trouve à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à quatorze millions huit cent mille francs luxembourgeois (14.800.000,- LUF), représenté par onze mille huit cent quarante (11.840) actions d'une valeur nominale de mille deux cent cinquante francs luxembourgeois (1.250,- LUF) chacune.»

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, à la somme de deux cent trente mille francs (230.000,-)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné constate que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise et d'une version allemande; sur la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais, le texte allemand et le texte français, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte français qui précède:

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the seventeenth of July.

Before Us, Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of PORTUCEL INTERNATIONAL TRADING S.A., a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, (R.C. Luxembourg B 39.443), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on the 30th of January, 1992, published in the Mémorial C, Recueil Spécial, number 298 of the 6th of July 1992.

The Articles of Incorporation have been modified pursuant to a deed of the undersigned notary on the 5th of October, 1994, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 32 of the 20th of January, 1995.

The meeting was opened at 10.30 a.m. with Mr Derek Stuart Ruxton, directeur de sociétés, residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Miss Viviane Stecker, employee, residing in Niederfeulen.

The meeting elected as scrutineer Mr Patrick Pierrard, employee, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

1) Increase of the share capital by thirteen million five hundred and fifty thousand Luxembourg francs (13,550,000.- LUF) to bring it from its present amount of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) to fourteen million eight hundred thousand Luxembourg francs (14,800,000.- LUF) by issuing ten thousand eight hundred and forty (10,840) new shares with a par value of one thousand two hundred and fifty Luxembourg francs (1,250.- LUF) each, having the same rights and advantages as the existing shares.

2) Subscription and full payment in cash of the new shares by the two actual shareholders of the company as follows:

- one thousand nine hundred and sixty-eight (1,968) new shares to be subscribed by the company PORTUCEL S.G.P.S. S.A., having its registered office in Lisbonne (Portugal),

- eight thousand eight hundred and seventy-two (8,872) new shares to be subscribed by the company PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., having its registered office in Lisbonne (Portugal).

3) Amendment of the first paragraph of article 5 of the Articles of Incorporation.

II. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to increase the share capital by thirteen million five hundred and fifty thousand Luxembourg francs (13,550,000.-LUF) to bring it from its present amount of one million two hundred and fifty thousand Luxembourg francs (1,250,000.- LUF) to fourteen million eight hundred thousand Luxembourg francs (14,800,000.- LUF) by issuing ten thousand eight hundred and forty (10,840) new shares with a par value of one thousand two hundred and fifty Luxembourg francs (1,250.- LUF) each, having the same rights and advantages as the existing shares.

The meeting admits:

1) the company PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., having its registered office in Lisbonne (Portugal), to the subscription of eight thousand eight hundred and seventy-two (8,872) new shares, the other shareholder renounces to his preferential subscription right.

2) the company PORTUCEL S.G.P.S. S.A., having its registered office in Lisbonne (Portugal), to the subscription of one thousand nine hundred and sixty-eight (1,968) new shares.

Subscription and payment

The ten thousand eight hundred and forty (10,840) shares are subscribed to as follows:

- The company PORTUCEL S.G.P.S. S.A., one thousand nine hundred and sixty-eight shares 1,968
here represented by Mr Derek Stuart Ruxton, previously named,
by virtue of a proxy given on the 20th of June, 1996.

- The company PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., eight thousand eight hundred and seventy-two shares 8,872
here represented by Mr Derek Stuart Ruxton, previously named,
by virtue of a proxy given on the 20th of June, 1996.

These proxies will be annexed to the present deed.

The new shares thus subscribed have been entirely paid up in cash, so that the amount of thirteen million five hundred and fifty thousand Luxembourg francs (13,550,000.- LUF) is at the free disposal of the company, as has been proved to the notary, who expressly acknowledges it.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the first paragraph of article 5 of the Articles of Incorporation is amended as follows:

«**Art. 5. First paragraph.** The share capital is fixed at fourteen million eight hundred thousand Luxembourg francs (14,800,000.- LUF) represented by eleven thousand eight hundred and forty (11,840) shares of a par value of one thousand two hundred and fifty Luxembourg francs (1,250.- LUF) each.»

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with the present increase of capital at two hundred and thirty thousand francs (230,000.-).

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary states herewith that the present deed is worded in French followed by an English and a German version; at the request of the appearing persons and in case of divergences between the English, the German and the French texts, the French version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am siebzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft PORTUCEL INTERNATIONAL TRADING S.A., mit Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 39.443, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Aktiengesellschaft PORTUCEL INTERNATIONAL TRADING S.A. wurde gegründet gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 30. Januar 1992, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial, Nummer 298 vom 6. Juli 1992. Die Satzung wurde abgeändert gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 5. Oktober 1994, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 32 vom 20. Januar 1995.

Die Versammlung wird um zehn Uhr dreissig unter dem Vorsitz von Herrn Derek Stuart Ruxton, directeur de sociétés, wohnhaft in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Fräulein Viviane Stecker, Privatangestellte, wohnhaft in Niederfeulen.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Patrick Pierrard, Privatangestellter, wohnhaft in Luxemburg. Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung folgendes fest:

I. - Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1) Aufstockung des Kapitals von dreizehn Millionen fünfhundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (13.550.000,- LUF), um es von seinem jetzigen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF) auf vierzehn Millionen achthunderttausend Luxemburger Franken (14.800.000,- LUF) zu erhöhen durch die Schaffung und Ausgabe von zehntausendachthundertvierzig (10.840) neuen Aktien mit einem Nennwert von je eintausendzweihundertfünfzig Luxemburger Franken (1.250,- LUF), welche dieselben Rechte und Vorteile verbriefen wie die bestehenden Aktien.

2) Zeichnung und vollständige Einzahlung der neuen Aktien durch Bareinzahlung der zwei Aktionäre der Gesellschaft, wie folgt:

– eintausendneunhundertachtundsechzig (1.968) neue Aktien werden von der Gesellschaft PORTUCEL S.G.P.S. S.A., mit Sitz in Lissabon (Portugal) gezeichnet,

– achttausendachthundertzweiundsiebzig (8.872) neue Aktien werden von der Gesellschaft PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., mit Sitz in Lissabon (Portugal) gezeichnet.

3) Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 5 der Satzung.

II. - Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen; diese Anwesenheitsliste welche durch die anwesenden Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter und den Verwaltungsvorstand gezeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigefügt.

III. - Da das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist und alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, waren keine Einladungen zu gegenwärtiger Versammlung notwendig.

IV. - Gegenwärtige Versammlung, in welcher das gesamte Aktienkapital vertreten ist, ist somit regelrecht zusammengesetzt und ist befugt, über vorstehende Tagesordnung zu beschliessen.

Alsdann werden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, das Gesellschaftskapital um dreizehn Millionen fünfhundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (13.550.000,- LUF) aufzustocken, um es von seinem jetzigen Betrag von einer Million zweihundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (1.250.000,- LUF) auf vierzehn Millionen achthunderttausend Luxemburger Franken (14.800.000,- LUF) zu erhöhen durch die Schaffung und Ausgabe von zehntausendachthundertvierzig (10.840) neuen Aktien von je eintausendzweihundertfünfzig Luxemburger Franken (1.250,- LUF) Nennwert, welche dieselben Rechte und Vorteile verbriefen wie die bereits bestehenden Aktien.

Die Generalversammlung lässt:

1) Die Gesellschaft PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., mit Sitz in Lissabon (Portugal) zur Zeichnung von achttausendachthundertzweiundsiebzig (8.872) neuen Aktien zu; der zweite Aktionär verzichtet soweit dies notwendig ist, auf sein Vorzugsrecht.

2) Die Gesellschaft PORTUCEL S.G.P.S. S.A., mit Sitz in Lissabon (Portugal), zur Zeichnung von eintausendneunhundertachtundsechzig (1.968) neuen Aktien zu.

Zeichnung und Einzahlung

Die zehntausendachthundertvierzig (10.840) neuen Aktien werden sodann wie folgt gezeichnet:

– Die Gesellschaft PORTUCEL S.G.P.S. S.A., eintausendneunhundertachtundsechzig neue Aktien 1.968
hier vertreten durch Herrn Derek Stuart Ruxton, vorgenannt,
aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 20. Juni 1996.

– Die Gesellschaft PORTUCEL INDUSTRIAL S.A., achttausendachthundertzweiundsiebzig neue Aktien 8.872
hier vertreten durch Herrn Derek Stuart Ruxton, vorgenannt,
aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 20. Juni 1996.

Die vorerwähnten Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

Sämtliche neuen Aktien wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von dreizehn Millionen fünfhundertfünfzigtausend Luxemburger Franken (13.550.000,- LUF) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies von dem unterzeichneten Notar festgestellt wurde.

Zweiter Beschluss

Infolge des vorhergehenden Beschlusses wird Artikel 5 Absatz 1 der Satzung abgeändert und erhält nunmehr folgenden Wortlaut:

«**Art. 5. Absatz 1.** Das Aktienkapital ist auf vierzehn Millionen achthunderttausend Luxemburger Franken (14.800.000,- LUF) festgesetzt, eingeteilt in elftausendachthundertvierzig (11.840) Aktien mit einem Nennwert von je eintausendzweihundertfünfzig Luxemburger Franken (1.250,- LUF).»

Abschätzung der Kosten

Die Parteien schätzen den Betrag der Kosten, für die die Gesellschaft aufgrund dieser Kapitalerhöhung aufzukommen hat, auf zweihundertdreissigtausend Franken (230.000,-).

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar stellt fest, dass auf Anfrage der Erschienenen die gegenwärtige Urkunde in französisch verfasst wurde, gefolgt von einer englischen und einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben Erschienenen, und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen, der deutschen und der französischen Fassung, wird letztere massgebend sein.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 92S, fol. 27, case 10. – Reçu 135.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

F. Baden.

(26512/200/268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PORTUCEL INTERNATIONAL TRADING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 39.443.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

F. Baden.

(26513/200/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 53.596.

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the fourteenth of June.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

Mrs Ariane Slinger, administrateur-délégué, residing in Luxembourg, acting in the name and on behalf of the board of directors of RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., a société anonyme, with its registered office in Luxembourg,

by virtue of a decision taken by the board of directors of the said company in its meeting held with effect as at February 28th, 1996,

a copy of which, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing requested the notary to enact the following statements:

1) The société anonyme RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., with its registered office in Luxembourg, was incorporated by a deed passed before the undersigned notary, on December 22, 1995, published in the Mémorial C, Recueil Number 162 of April 1st, 1996,

and has now a subscribed and fully paid-in capital of three hundred thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) represented by twenty-five thousand (25.000) shares with no par value.

2) The article 5 of the articles of incorporation of the company foresees an authorized capital as follows:

«The authorized capital of the corporation is fixed at two million four hundred thousand Swedish crowns (2,400,000.- SEK) to be divided into two hundred thousand (200,000) shares with no par value.

The authorized and subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

The board of directors may, during a period of five years from the date of publication of the present articles increase the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increase may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the board of directors shall determine.

The board of directors is specifically authorized to make such issues, without reserving for the then existing shareholders, a preferential right to subscribe for the shares to be issued. The board of directors may delegate to any duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase in the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be adapted to this modification.»

3) Pursuant to the above-mentioned provisions of the article 5 of the articles of incorporation the board of directors in its meeting held on February 28th, 1996, resolved to increase the corporate capital of the company by an amount of three hundred thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) in order to raise it from its present amount of three hundred

thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) to six hundred thousand Swedish crowns (600,000.- SEK) by issuing twenty-five thousand (25,000) new shares with no par value, having the same rights and obligations as the shares existing.

Thereupon, Mrs Ariane Slinger, prenamed, declares that the board of directors has accepted the subscription to a total of twenty-five thousand (25,000) new shares with no par value.

Each of the twenty-five (25,000) new shares has been paid in by MORGAN GRENFELL NOMINEES (JERSEY) LIMITED, having its registered office in Jersey, by contribution in kind of one Perpetual Bond Certificate of nominal SEK 100,000 issued by D. Carnegie AB, Stockholm (formerly CARNEGIE FONDKOMMISSION AB, Stockholm) convertible into 443,600 SensoNor a.s. shares, Horten, Norway, estimated at SEK 25,244,583.98.

The contribution in kind has been valued in a report established by DELOITTE TOUCHE TOHMATSU LUXEMBOURG, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, with its registered office in Luxembourg, on February 28th, 1996.

The conclusion of this report is the following:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous constatons que le conseil d'administration n'a retenu ni l'actif net déterminé suivant valeurs de marché ni l'actif net comptable de RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., Luxembourg au 28 février 1996 pour la détermination d'un rapport juste et équitable entre l'apport projeté et les actions à émettre en contrepartie. La valeur prise en considération par le conseil d'administration est celle qu'il estime refléter de manière équitable la participation au risque des actuels et des futurs actionnaires.

Sur base du mode d'évaluation adopté, décrit ci-dessus, la valeur de l'apport d'une obligation perpétuelle d'une valeur nominale de SEK 100,000,00 émise par D. Carnegie AB, Stockholm (précédemment CARNEGIE FONDKOMMISSION AB, Stockholm), avec option d'acquérir 443.600 actions dans SensoNor a.s., Horten, Norvège telle qu'elle se dégage du cours en bourse de ces actions au 28 février 1996, correspond au moins à l'actif net comptable négatif de SEK 5,044,993.55 et correspond au moins à la valeur comptable de SEK 300,000,00 des 25,000 actions sans désignation de valeur nominale dans RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., Luxembourg, à émettre en contrepartie, y compris la prime d'émission de SEK 24,944,583.98.»

This report, signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The transfer of ownership of the perpetual obligation to RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A. and the related inscription in the register of the detainers of obligations has been confirmed by D. Carnegie AB, Stockholm (formerly CARNEGIE FONDKOMMISSION AB, Stockholm).

4) As a consequence of the increase of the corporate capital, article 5, paragraph 1 of the articles of incorporation will from now on have the following wording:

«**Art. 5. Paragraph 1.** The subscribed capital of the corporation is fixed at six hundred thousand Swedish crowns (600,000.- SEK) represented by fifty thousand (50,000) shares with no par value.»

Costs

For the purposes of the registration, the sum of twenty-five million two hundred and forty-four thousand five hundred and eighty-three Swedish crowns (25,244,583.- SEK) is valued at one hundred eighteen million ninety-four thousand one hundred and sixty francs (118,094,160.-).

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatever, which fall to be borne by the company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at approximately one million three hundred thousand francs (1,300,000.-)

The undersigned notary, who knows English, states that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le quatorze juin.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

Madame Ariane Slinger, administrateur-délégué, demeurant à Luxembourg, agissant au nom et pour le compte du conseil d'administration de la société anonyme RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., établie et ayant son siège social à Luxembourg, en vertu des pouvoirs lui conférés par décision du conseil d'administration de ladite société dans sa réunion tenue le 28 février 1996,

dont une copie restera annexée aux présentes après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

1) La société anonyme RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A. avec son siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 162 du 2 avril 1996.

et a actuellement un capital souscrit et entièrement libéré de trois cent mille Couronnes suédoises (300.000.- SEK), représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions sans désignation de valeur nominale.

2) L'article cinq des statuts prévoit un capital autorisé dans les termes suivants:

«Le capital autorisé est fixé à deux millions quatre cent mille Couronnes suédoises (2.400.000.- SEK), représenté par deux cent mille (200.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication des statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.»

3) Conformément aux dispositions précitées de l'article 5 des statuts, le conseil d'administration a, dans sa réunion du 28 février 1996, décidé d'augmenter le capital social à concurrence de trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK) pour le porter de son montant actuel de trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK) à six cent mille Couronnes suédoises (600.000,- SEK) par l'émission de vingt-cinq mille (25.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Madame Ariane Slinger, prénommée, déclare que le conseil d'administration a accepté la souscription des vingt-cinq mille (25.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

Chacune des vingt-cinq mille (25.000) actions nouvelles a été entièrement libérée par MORGAN GRENFELL NOMINEES (JERSEY) LIMITED, établie et ayant son siège social à Jersey, par un apport en nature consistant en une obligation perpétuelle d'une valeur nominale de cent mille Couronnes suédoises (100.000,- SEK) émise par D. Carnegie AB, Stockholm, (précédemment CARNEGIE FONDKOMMISSION AB, Stockholm) avec option d'acquérir 443.600 actions dans SensoNor a.s., Horten, Norvège, telle qu'elle se dégage du cours en bourse, estimée à SEK 25.944.583,98.

Cet apport a été évalué dans un rapport établi par DELOITTE TOUCHE TOHMATSU LUXEMBOURG, S.à r.l., réviseur d'entreprises, ayant son siège social à Luxembourg, en date du 28 février 1996.

Ce rapport conclut comme suit:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous constatons que le conseil d'administration n'a retenu ni l'actif net déterminé suivant valeurs de marché ni l'actif net comptable de RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., Luxembourg au 28 février 1996 pour la détermination d'un rapport juste et équitable entre l'apport projeté et les actions à émettre en contrepartie. La valeur prise en considération par le conseil d'administration est celle qu'il estime refléter de manière équitable la participation au risque des actuels et des futurs actionnaires.

Sur base du mode d'évaluation adopté, décrit ci-dessus, la valeur de l'apport d'une obligation perpétuelle d'une valeur nominale de SEK 100.000,00 émise par D. Carnegie AB, Stockholm (précédemment CARNEGIE FONDKOMMISSION AB, Stockholm), avec option d'acquérir 443.600 actions dans SensoNor a.s., Horten, Norvège telle qu'elle se dégage du cours en bourse de ces actions au 28 février 1996, correspond au moins à l'actif net comptable négatif de SEK 5.044.993,55 et correspond au moins à la valeur comptable de SEK 300.000,00 des 25.000 actions sans désignation de valeur nominale dans RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., Luxembourg, à émettre en contrepartie, y compris la prime d'émission de SEK 24.944.583,98.»

Ce rapport restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Le transfert de l'obligation perpétuelle à RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A. et l'inscription correspondante dans le registre des détenteurs des obligations ont été confirmés par D. Carnegie AB, Stockholm (précédemment CARNEGIE FONDKOMMISSION AB, Stockholm).

4) A la suite de cette augmentation de capital, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à six cent mille Couronnes suédoises (600.000,- SEK), représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, la somme de vingt-cinq millions deux cent quarante-quatre mille cinq cent quatre-vingt-trois Couronnes suédoises (25.244.583,- SEK) est évaluée à cent dix-huit millions quatre-vingt-quatorze mille cent soixante francs (118.094.160,-).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ un million trois cent mille francs (1.300.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Slinger, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 1996, vol. 91S, fol. 64, case 1. – Reçu 1.181.284 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 juillet 1996.

G. Lecuit.

(26520/220/170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 53.596.

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the seventeenth of June.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary public residing in Hesperange.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, constituted by a deed of the undersigned notary, on December 22, 1995, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no. 162 of April 2, 1996 and the articles of incorporation of which have been amended by a deed of the undersigned notary of June 14, 1996.

The meeting was opened by Mrs Ariane Slinger, administrateur-délégué, residing in Luxembourg, being in the chair,

who appointed as secretary Miss Marie Aubertin, employée privée, residing in B-Aubange.

The meeting elected as scrutineer Miss Christelle Ferry, juriste, residing in F-Metz.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Reduction of the subscribed capital by three hundred thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) to bring it back from its present amount of six hundred thousand Swedish crowns (600,000.- SEK) to three hundred thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) by repayment of twenty-five thousand (25,000) shares to the shareholders, LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. and INTERMAN SERVICES LIMITED.

2. Amendment of article 5 of the by-laws.

3. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to reduce the subscribed capital by three hundred thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) to bring it back from its present amount of six hundred thousand Swedish crowns (600,000.- SEK) to three hundred thousand Swedish crowns (300,000.- SEK) by repayment of twenty-four thousand nine hundred and ninety-nine (24,999) shares to the shareholder, LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in Luxembourg and by repayment of one (1) share to the shareholder, INTERMAN SERVICES LIMITED, having its registered office in Tortola, BVI.

The repayment shall be effective under observance of the provisions of the article 69 (2) of the law on commercial companies.

Second resolution

The general meeting decides to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 5 1st paragraph.** The subscribed capital is fixed at three hundred thousand Swedish crowns (300,000.-SEK) represented by twenty-five thousand (25,000) shares with no par value.»

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme RUSS OIL AND TECHNOLOGY S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil Spécial numéro 162 du 2 avril 1996 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant, en date de ce jour.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Ariane Slinger, administrateur-délégué, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire, Mademoiselle Marie Aubertin, employée privée, demeurant à B-Aubange.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Mademoiselle Christelle Ferry, juriste, demeurant à F-Metz.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital à concurrence de trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK) pour le ramener de six cent mille Couronnes suédoises (600.000,- SEK) à trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK) par remboursement aux actionnaires LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. et INTERMAN SERVICES LIMITED de vingt-cinq mille (25.000) actions.

2. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

3. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital à concurrence de trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK) pour le ramener de six cent mille Couronnes suédoises (600.000,- SEK) à trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK) par remboursement à l'actionnaire LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., avec siège social à Luxembourg, de vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (24.999) actions et à l'actionnaire INTERMAN SERVICES LIMITED, avec siège social à Tortola, BVI, d'une (1) action.

Ledit remboursement ne pourra se faire que sous l'observation de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à trois cent mille Couronnes suédoises (300.000,- SEK), représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions sans désignation de valeur nominale.»

Suit la traduction anglaise:

«**Art. 5. 1st paragraph.** The subscribed capital of the corporation is fixed at three hundred thousand Swedish crowns (300,000 SEK) represented by twenty-five thousand (25,000) shares with no par value.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Slinger, M. Aubertin, C. Ferry, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 1996, vol. 91S, fol. 64, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 juillet 1996.

G. Lecuit.

(26521/220/116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

SABLIERE HEIN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 1, Quai de la Moselle.

R. C. Luxembourg B 19.166.

Constituée par-devant M^e Joseph Kerschen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 janvier 1982, acte publié au Mémorial C, n° 114 du 1^{er} juin 1982, modifiée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 octobre 1987, acte publié au Mémorial C, n° 20 du 22 janvier 1988, modifiée par-devant le même notaire en date du 6 janvier 1992, acte publié au Mémorial C, n° 297 du 6 juillet 1992, modifiée par-devant le même notaire en date du 13 novembre 1995, acte publié au Mémorial C, n° 35 du 19 janvier 1996.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 69, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SABLIERE HEIN, S.à r.l.

KPMG

Experts comptables

Signature

(26522/537/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

BEIM TROLL, GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-6630 Wasserbillig, 44, Grand-rue.

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am elften Juli
Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit Amtssitz in Niederanven.

Sind erschienen:

1.- Frau Dorothe Deutsch, Kosmetikerin, wohnhaft in D-54311 Fusenig, Zurfirist 2;

2.- Herr Kai Paal, Automechaniker, wohnhaft in D-54311 Fusenig, Zurfirist 2.

Diese Kompargenten ersuchen den instrumentierenden Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die obengenannten Kompargenten errichten hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung BEIM TROLL, GmbH.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Wasserbillig.

Der Gesellschaftssitz kann durch einfachen Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist das Betreiben einer Gastwirtschaft mit Ausschank von alkoholischen und nicht alkoholischen Getränken sowie mit Imbissstube.

Die Gesellschaft ist berechtigt, bewegliche und unbewegliche Güter zu erwerben, alle Geschäfte und Tätigkeiten vorzunehmen und alle Massnahmen zu treffen, welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen oder ihm zu dienen geeignet erscheinen; in diesem Sinne kann sie sich in anderen Gesellschaften oder Firmen im In- und Ausland beteiligen, mit besagten Rechtspersonen zusammenarbeiten sowie selbst Zweigniederlassungen errichten, sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann, ausüben.

Art. 4. Die Gesellschaft hat eine unbegrenzte Dauer.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1996.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhunderttausend Franken (500.000,-) und ist eingeteilt in hundert (100) Geschäftsanteile zu je fünftausend Franken (5.000,-).

Die Geschäftsanteile werden wie folgt gezeichnet:

1.- Dame Dorothe Deutsch, vorgenannt	50 Anteile
2.- Herr Kai Paal, vorgenannt	50 Anteile
Total:	100 Anteile

Die Gesellschaftsanteile wurden voll in barem Gelde eingezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von fünfhunderttausend Franken (500.000,- LUF) zur Verfügung steht, so wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva sowie an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8. Zwischen den Gesellschaftern sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit der Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Art. 9. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen. Sie werden von den Gesellschaftern ernannt und abberufen.

Die Gesellschafter bestimmen die Befugnisse der Geschäftsführer.

Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Der Geschäftsführer kann Spezialvollmachten erteilen, auch an Nichtgesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen. Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Im Todesfalle eines Gesellschafters fallen dessen Gesellschaftsanteile an die bleibenden Gesellschafter und sind zum Buchwert an den Nachfolger auszuführen.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibung und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5,00 %) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen,
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf vierzigtausend Franken (40.000,-) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschliessend an die Gründung haben die Gesellschafter sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Zum alleinigen Geschäftsführer wird Herr Kai Paal, vorgenannt, ernannt.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

2.- Der Sitz der Gesellschaft ist in L-6630 Wasserbillig, 44, Grand-rue.

Der Notar hat die Komparten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung in bezug auf den Geschäftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Komparten ausdrücklich anerkennen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Niederanven, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: D. Deutsch, K. Paal, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 1996, vol. 92S, fol. 18, case 6. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehr erteilt, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 23. Juli 1996.

P. Bettingen.

(26564/202/98) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 1996.

AGENCY LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8366 Hagen, 32, Randlingen.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-sept juin.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, soussigné.

Ont comparu:

1. Monsieur Raoul Karl De Brouwer, publicitaire, domicilié au 12, rue des Clématites, B-4920 Aywaille, Belgique, ici représenté par Madame Catherine de Lannoy, employée privée à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

2. Madame Joëlle Godding, employée, épouse séparée de biens de Monsieur Raoul De Brouwer, domiciliée au 12, rue des Clématites, B-4920 Aywaille, Belgique, ici représentée par Madame Catherine de Lannoy, employée privée à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquels comparants, agissant ès dites qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de AGENCY LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Hagen, sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation de contrat au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, il pourra être transféré à l'intérieur de la commune du siège social par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la publicité, le graphisme, l'illustration, l'infographisme, la photographie, sérigraphie, photogravure, imprimerie, packaging, marketing, montage de stands, peinture murale, décoration, paysagerie, bande dessinée, dessin animé, animation, conception et négoce de design, mode, affichage, vente de matériel informatique, production assistée par ordinateur, organisation de foires, galerie artistique, paysagisme, maquettiste, édition, traduction et interprétariat, conception de logiciels, développement du multimédia, consultance en entreprise, organisation de séminaires, stages et import-export en relation avec l'objet social.

Elle peut s'intéresser par voie d'apports, de fusion, de cession, de participation, de souscription, ou par tout autre moyen, dans toute société existante ou à créer, entreprises ou opérations industrielles, financières ou commerciales, ayant en tout ou en partie, un objet similaire au sien, ou susceptibles d'en assurer le développement, le tout tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut effectuer toutes opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui peuvent en favoriser l'extension et le développement.

Il est enfin précisé que la société a dans ses attributions l'acceptation et l'exécution de tous mandats d'administrateur qu'elle pourrait recevoir dans d'autres sociétés civiles ou commerciales.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit de la société est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale, libéré à concurrence de trois cent soixante-dix mille (LUF 370.000) francs.

Le capital autorisé de la société est fixé à trois millions de francs luxembourgeois (LUF 3.000.000,-), représenté par trois mille (3.000) actions, sans désignation de valeur nominale.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de la publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions, avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Plus spécialement, le conseil d'administration est autorisé à supprimer et/ou limiter le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires lors de la réalisation du capital social dans le cadre de capital autorisé. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf disposition de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par le président du conseil d'administration et un autre administrateur.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les certificats seront signés par le président du conseil d'administration et par un autre administrateur.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit à suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

Emprunts obligataires

Art. 8. Le conseil d'administration peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les obligations doivent être signées par deux administrateurs; ces deux signatures peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Administration - Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant pas dépasser six ans et en tout temps, révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles ont été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex. Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires, déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres.

Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminés par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par deux administrateurs ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans. Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. L'assemblée générale annuelle pourra par simple décision allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 19. L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

Art. 20. Pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doit déposer ses certificats au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième vendredi du mois de juin à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Art. 22. L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur la distribution des profits, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et aux commissaires et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues.

Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

Art. 23. L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve des limites prévues par la loi.

Art. 24. Le conseil d'administration sera responsable de la convocation des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Il sera obligé de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils soient déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

Art. 25. Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace, préside les assemblées générales.

L'assemblée choisira parmi les assistants deux scrutateurs.

Les autres membres du conseil d'administration complètent le bureau.

Art. 26. Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande. Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par un autre administrateur.

Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 27. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 28. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

A la même époque, les comptes seront clos et le conseil d'administration préparera un compte des profits et pertes de l'année sociale écoulée. Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, l'administration soumettra le bilan de la société et le compte des pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte des profits et pertes, le rapport du conseil d'administration, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

Art. 29. L'excédent créditeur du compte des profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

Avec les approbations prévues par la loi et en respectant les prescriptions légales, des dividendes intérimaires peuvent être payés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 30. Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

Disposition générale

Art. 31. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence le jour de la constitution de la société et se terminera le trente et un décembre 1996.

L'assemblée annuelle se réunira pour la première fois le troisième vendredi du mois de juin de l'année 1997 à 14.00 heures.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent mille deux cent cinquante (1.250,-) actions représentant l'intégralité du capital social, comme suit:

1. Monsieur Raoul De Brouwer, préqualifié, mille deux cent quarante-neuf actions	1.249
2. Madame Joëlle Godding, préqualifiée, une action	1
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes ces actions ont été libérées à concurrence de LUF 370.000 par des versements en espèces, de sorte que la somme se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à soixante-sept mille francs luxembourgeois (LUF 67.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
 2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Raoul De Brouwer, préqualifié;
 - b) Madame Joëlle Godding, préqualifiée;
 - c) Madame Irmgard Staskiewicz, pensionnée, demeurant au 8, rue des Peupliers, (B) Grâce-Hollogne.
 3. A été appelé aux fonctions de commissaire, Monsieur Jean-Luc Geraerts, employé privé, demeurant à (B) Arlon.
 4. Le siège social de la société est fixé à L-8366 Hagen, Randlingen 32.
 5. La durée du mandat des administrateurs et commissaire a été fixée à six ans.
- Leur mandat sera échu pour la première fois lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2002.

Pouvoir est conféré au conseil d'administration de désigner Monsieur Raoul de Brouwer comme préposé à la gestion journalière de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. de Lannoy, J. Delvaux.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 juillet 1996, vol. 826, fol. 10, case 11. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 19 juillet 1996.

J. Delvaux.

(26562/208/271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 1996.

AKROFIN S.A., Société Anonyme de Participations Financières.

Siège social: L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- ARODENE LIMITED, société de droit anglais, ayant son siège social à Douglas, 5, Athol Street (Ile de Man), ici représentée par Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

2.- Madame Romaine Scheifer-Gillen, préqualifiée, agissant en son nom personnel.

La prédite procuration, paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, ès qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise, dénommée AKROFIN S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce, jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet principal toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts

sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

En outre, la société a pour objet secondaire la gestion, l'administration, la mise en valeur par vente, achat, échange, construction, location, leasing ou de toute autre manière de propriétés immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à LUF 2.400.000,- (deux millions quatre cent mille francs luxembourgeois), représenté par 2.400 (deux mille quatre cents) actions de LUF 1.000,- (mille francs luxembourgeois) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président en son sein. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six ans.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non.

Il peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, même au moyen d'émissions d'obligations, avec ou sans garantie; ces obligations pourront, sur l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, être converties en actions.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six ans.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1996.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 4^e vendredi du mois de mai à 9.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables soient affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- ARODENE LIMITED, deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf actions	2.399
2.- Madame Romaine Scheifer-Gillen, une action	1
Total: deux mille quatre cents actions	2.400

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de LUF 2.400.000,- (deux millions quatre cent mille francs luxembourgeois) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ soixante-dix francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

- 1.- Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette;
- 2.- Monsieur Angelo De Bernardi, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Uebersyren;
- 3.- Monsieur Luigi Bonani, économiste, demeurant à Hoesdorf.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes: Monsieur Adrien Schaus, comptable, demeurant à Tétange (Luxembourg).

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 1999.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. Scheifer-Gillen, M. Elter.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 92S, fol. 27, case 1. – Reçu 24.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 1996.

M. Elter.

(26563/210/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 1996.

INDUSTRIAL HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the first of July.

Before Us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

There appeared the following:

1. The company MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., with registered office in Luxembourg, duly represented by Mr Dirk Boer, employee, residing in Bertrange and Mrs Marjoline Droogleever Fortuyn, fondée de pouvoir, residing in Contern;

2. The company MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., with registered office in Luxembourg, duly represented by Mr Dirk Boer, employee, residing in Bertrange and Mrs Marjoline Droogleever Fortuyn, fondée de pouvoir, residing in Contern.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which they form between themselves:

Title I.- Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a société anonyme under the name of INDUSTRIAL HOLDINGS S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

The company may issue ordinary or convertible bonds suitable to achieve its objects.

It may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Title II.- Capital - Shares

Art. 5. The corporate capital is set at two million four hundred thousand United States dollars (USD 2,400,000.-), divided in twenty-four shares (24) having a par value of one hundred thousand US dollars (USD 100,000.-) each.

The authorized capital is fixed at ten million United states dollars (10,000,000.-) to be divided into one hundred (100) shares with a par value of one hundred thousand US dollar (USD 100,000.-) each.

The board of directors is authorized, during a period of five years ending at the fifth anniversary the date of publication of the articles of association in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid in by payment in cash or by transfer of assets other than cash to the company such as assets in kind, securities claims by compensation with clear and liquid claims against the company immediately due; the board is authorized more specifically to limit and even to eliminate the preferential subscription rights of the former shareholders when proceeding to the realization of increase of the corporate capital within the limits of the authorized capital. The board of directors is furthermore authorized to realize in whole or in part the authorized capital by incorporating the reserves available for distribution into the corporate capital. The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase, the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors within the limits of the authorized capital, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option, until payment in full the shares remain in registered form.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate and the authorized capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III.- Management

Art. 6. The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term of office and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

Art. 7. The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Art. 8. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by the signature of two directors unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV.- Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V.- General meeting

Art. 13. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the 20th day of the month of May at 10.30 a.m. and for the first time in the year 1997.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI.- Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty-first of December 1996.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10 %) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatever, it has been touched.

Title VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII.- General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Subscription

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe to the whole capital as follows:

1. MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed	23 shares
2. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., prenamed	1 share
Total:	24 shares

All the shares have been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, so that the amount of two million four hundred thousand United States dollars (USD 2,400,000.-) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The subscribed capital is valued at seventy-five million six hundred and forty-eight thousand Luxembourg francs (75,648,000.- LUF).

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately eight hundred and seventy thousand Luxembourg francs (870,000.-).

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1):

2. The following are appointed directors:

The company MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. with registered office in Luxembourg, managing director.

The company MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., with registered office in Luxembourg.

Mr Rizwan Ahmed, financial director, residing in Antwerpen, Belgium.

3. Has been appointed auditor:

Mr J. van der Steen, 35, rue Glesener, L-1631 Luxembourg.

4. Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 1997.

5. The registered office of the company is established in L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Follows the French translation:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le premier juillet.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1. La société MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg, dûment représentée par Monsieur Dirk Boer, employé, demeurant à Bertrange et Madame Marjolaine Droogleever Fortuyn, fondée de pouvoir, demeurant à Contern;

2. La société MUTUA (LUXEMBOURG) S.A, avec siège social à Luxembourg, dûment représentée par Monsieur Dirk Boer, employé, demeurant à Bertrange et Madame Marjoline Droogleever Fortuyn, fondée de pouvoir, demeurant à Contern.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de INDUSTRIAL HOLDINGS S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriétés immobilières ou mobilières.

La société a, en outre, pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut émettre des emprunts obligataires convertibles ou non, susceptibles de favoriser la réalisation de son objet social.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Titre II.- Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à deux millions quatre cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2.400.000,-), représenté par vingt-quatre (24) actions d'une valeur nominale de cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100.000,-) chacune.

Le capital autorisé de la société est fixé à dix millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 10.000.000,-), représenté par cent actions (100) d'une valeur nominale de cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100.000,-) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans prenant fin le cinquième anniversaire de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions, avec ou sans prime d'émission, à libérer par des versements en espèces, ou par des apports autres qu'en espèces, tels des apports en nature, des titres ou des créances, par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société. Plus spécialement, le conseil d'administration est autorisé à limiter et même à supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires lors de la réalisation d'augmentations du capital social dans le cadre du capital autorisé. Le conseil d'administration est encore expressément autorisé à réaliser tout ou partie du capital autorisé par l'incorporation de réserves disponibles dans le capital social. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, étant entendu qu'elles restent nominatives jusqu'à entière libération.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social et le capital autorisé pourront être augmentés ou réduits conformément aux dispositions légales.

Titre III.- Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir choisis en ou hors de son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV.- Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V.- Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 20 du mois de mai à 10.30 heures à l'endroit spécifié dans la convocation, et pour la première fois en 1997.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception de la première année sociale qui commencera le jour de la constitution de la société et qui finira le 31 décembre 1996.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1. MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prénommée	23 actions
2. MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., prénommée	1 action
Total:	24 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux millions quatre cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2.400.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le capital social souscrit est évalué à soixante-quinze millions six cent quarante-huit mille francs luxembourgeois (75.648.000,- LUF).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à huit cent soixante-dix mille francs (870.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

La société MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg, managing director,
 La société MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg,
 Monsieur Kizwan Ahmed, directeur financier, demeurant à Anvers, Belgique.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur J. van der Steen, 35, rue Glesener, L-1631 Luxembourg.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

5. Le siège social est fixé à L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Signé: D. Boer, M. Droogleever Fortuyn, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 1996, vol. 915, fol. 97, case 3. – Reçu 752.400 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 23 juillet 1996.

P. Bettingen.

(26573/202/319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 1996.

NUTRACO S.A. LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twelfth of July.

Before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) NUTRACO S.A., a company with registered office in CH-1618 Châtel St. Denis, rue Pra de Plan;

2) NUTRICIA INTERNATIONAL B.V., a company with registered office in Rokkeveenseweg 49, NL-2712 PJ Zoetermeer,

both here represented by Miss Marjoleine van Oort, economic counsel, residing in Luxembourg,

by virtue of two proxies given in Châtel St. Denis respectively Zoetermeer on June 13th, 1996, and two powers of substitution given in Luxembourg on 12 July 1996,

said proxies with powers of substitution, after signature ne varietur by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties («the Appearers»), through their proxy holder, have decided to form amongst themselves a limited company (Société Anonyme) in accordance with the following Articles of Incorporation:

Art. 1. There is hereby formed a limited corporation (Société Anonyme) under the name of NUTRACO S.A. LUXEMBOURG.

The registered office is established in Senningerberg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 2. The purpose of the company is to purchase, sell and trade raw materials, packaging materials and other materials required for the manufacturing of nutritional products and enteral supply systems as well as to provide commercial, planning, administrative and financial services.

The company may acquire, own, use and transfer patents, trademarks and technical know-how.

It may participate in enterprises, establish branch offices and agencies, own subsidiaries, in Luxembourg and abroad.

The company may also participate in any commercial, financial or industrial operations directly or indirectly related to its purpose or promoting its development.

The company may also pursue any and all activities directly or indirectly related to the purpose hereabove stated.

Art. 3. The corporate capital is set at one million two hundred and fifty thousand (1,250,000.-) francs, divided into one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of one thousand (1,000.-) francs each.

Art. 4. The shares shall be registered.

The Company may repurchase its own shares by means of its free reserves under the provisions set forth in Article 49-2 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended by the law of April 24th, 1983.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by resolution of the general meeting of shareholders adopted in accordance with the provisions applicable to changes in the Articles of Incorporation.

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The Directors shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacancy on the Board of Directors, the remaining Directors have the right to provisionally fill the vacancy; in this case, such a decision must be ratified by the next General Meeting.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform all such acts as shall be necessary or useful to the object of the Company.

All matters not expressly reserved to the General Meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may elect a Chairman. In the absence of the Chairman, another Director may preside over the meeting.

The Board of Directors can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between Directors, which may be given by letter, telegram, telex or telefax, being permitted.

In case of urgency, Directors may vote by letter, telegram, telex or telefax.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the Chairman has the casting vote.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, managers or other officers; they need not be shareholders of the Company.

Delegation to a member of the Board of Directors is subject to the previous authorization of the General Meeting.

The Company is bound by the individual signature of the managing director or by the joint signatures of any two directors.

Art. 7. The Company shall be supervised by one or more Auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 8. The Company's financial year shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

Art. 9. The Annual General Meeting shall be held at the registered office or such other place as indicated in the convening notices each year on the third Tuesday in the month of June at 2 p.m.

If the said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Art. 10. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without convening notices.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 11. The General Meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company.

It shall determine the appropriation and distribution of the net profits.

Art. 12. Under the provisions set forth in Article 72-2 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended by the law of April 24th, 1983, the Board of Directors is authorized to distribute interim dividends.

Art. 13. The law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended shall apply providing these Articles of incorporation do not state otherwise.

Transitory provisions

1) The first financial year shall begin today and end on December 31st, 1996.

2) The first annual general meeting shall be held in 1997.

Subscription and payment

The Appearers have subscribed to the shares as follows:

1) NUTRACO S.A., prenamed, one thousand two hundred and forty-nine shares 1,249

2) NUTRICIA INTERNATIONAL B.V., prenamed, one share 1

Total: one thousand two hundred and fifty shares 1,250

These shares have been entirely subscribed to and fully paid up in cash so that the sum of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000.-) francs is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declared that the conditions set forth in Article 26 of the law on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about seventy-five thousand (75,000.-) francs.

Constitutive meeting

Here and now, the Appearers, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The number of Directors is set at three and that of the Auditors at one.
- 2) The following have been appointed Directors:
Mr Roland J.P. Peerenboom, company director, residing in CH-1009 Pully, Chemin de Chamblandes, 5,
Mr Dick van Megchelen, company director, residing at 34, avenue du Léman, CH-1005 Lausanne,
Mr Olivier J. Vasseur, company director, residing in Clos à Rummy, CH-1616 Attalens.
- 3) The following is appointed Auditor:
COOPERS & LYBRAND, a company with registered office in Luxembourg.
- 4) The mandates of the Directors and the Auditor shall expire immediately after the annual general meeting to be held in 2002.
- 5) The Company shall have its registered office in L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
- 6) In accordance with Article 60 of the law on commercial companies and with Article 6 of the Articles of Incorporation, the Board of Directors is authorized to elect among its members a Managing Director who may have all powers to validly bind the Company by his sole signature.

Statement

The notary has drawn the attention of the Appearer's proxy holder to the fact that the precited object shall need a previous trade authorization delivered by the competent Ministry.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the Appearer, in the capacity in which she acts, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le douze juillet.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) NUTRACO S.A., une société avec siège social à CH-1618 Châtel St. Denis, rue Pra de Plan;
 - 2) NUTRICIA INTERNATIONAL B.V., une société avec siège social à Rokkeveenseweg 49, NL-2712 PJ Zoetermeer, toutes deux ici représentées par Mademoiselle Marjoleine Van Oort, conseil économique, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé données à Châtel St. Denis respectivement à Zoetermeer, le 13 juin 1996 et deux pouvoirs de substitution donnés à Luxembourg, le 12 juillet 1996, lesquelles procurations avec pouvoirs de substitution, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.
- Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de NUTRACO S.A. LUXEMBOURG.

Le siège social est établi à Senningerberg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet d'acheter, vendre et faire le commerce de matières premières, de matériaux de conditionnement et autres matériaux requis pour la fabrication de produits nutritionnels et les systèmes d'approvisionnement au goutte-à-goutte ainsi que de fournir des services financiers, administratifs, commerciaux et d'organisation.

La société peut acquérir, détenir, utiliser et céder des brevets, marques de fabrique et savoir-faire technique.

Elle peut participer dans des entreprises, créer des succursales, bureaux et agences, détenir des filiales, au Luxembourg et à l'étranger.

La société peut également participer dans des opérations industrielles, financières ou commerciales directement ou indirectement rattachées à son objet ou favorisant son développement.

La société peut également poursuivre toutes activités directement ou indirectement liées à l'objet ci-dessus.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs, divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs Luxembourgeois chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une fois ou par tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, Directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

La Société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit chaque année, le troisième mardi du mois de juin à quatorze heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel que modifié par la loi du 24 avril 1983, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera aujourd'hui même et finira le 31 décembre 1996.

2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 1997.

Souscription et libération

Les comparantes précitées ont souscrit les actions créées de la manière suivante:

1) NUTRACO S.A., préqualifiée, mille deux cent quarante-neuf actions	1.249
2) NUTRICIA INTERNATIONAL B.V., préqualifiée, une action	1
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ont été entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces, de sorte que le montant d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de soixante-quinze mille (75.000,-) francs.

Assemblée constitutive

Et à l'instant, les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
Monsieur Roland J.P. Peerenboom, administrateur de sociétés, demeurant à CH-1009 Pully, 5, Chemin de Chamblandes,
Monsieur Dick van Megchelen, administrateur de sociétés, demeurant au 34, avenue du Léman, CH-1005 Lausanne,
Monsieur Olivier J. Vasseur, administrateur de sociétés, demeurant à Clos à Rummy, CH-1616 Attalens.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
COOPERS & LYBRAND, une société avec siège social à Luxembourg.
- 4) Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant avoir lieu en l'an 2002.
- 5) Le siège de la Société est fixé à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
- 5) Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et de l'article 6 des statuts, le Conseil d'Administration est autorisé à et mandaté pour élire en son sein un administrateur-délégué, lequel aura tous pouvoirs pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Déclaration

Le notaire soussigné a informé la mandataire des comparantes que l'exercice de l'objet social prédécrit requiert une autorisation d'établissement préalable délivrée par le Ministère compétent.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, ès qualités qu'elle agit, elle a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. van Oort, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 22 juillet 1996, vol. 92S, fol. 37, case 1. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

A. Schwachtgen.

(26583/230/290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 1996.

POLYDATA HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.

R. C. Luxembourg B 36.459.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 77, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire du 11 juillet 1996

M^e Rina Breiningen, avocat, demeurant à Luxembourg, a démissionné de son poste de commissaire aux comptes avec effet au jour de la présente.

L'assemblée générale a pris acte de cette démission et a nommé INTERAUDIT, S.à r.l., pour terminer son mandat qui prendra fin avec l'assemblée générale devant se tenir en 1997 pour approuver les comptes de l'exercice 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

(26511/280/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PC POWER.

Registered office: L-7333 Steinsel, 50, rue des Prés.

M. Ants Anupöld informs that starting from 1 January 1996 he will leave his duties as the gerant of the above-mentioned company.

Luxembourg, 28 December 1995.

A. Anupöld.

Enregistré à Luxembourg, le 22 juillet 1996, vol. 481, fol. 85, case 22. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26509/999/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

OLBIA AG, Société Anonyme.

Siège social: L-7540 Rollingen/Mersch, 113, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 41.015.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Mersch, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 14, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26501/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

OLBIA AG, Société Anonyme.

Siège social: L-7540 Rollingen/Mersch, 113, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 41.015.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Mersch, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 14, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26502/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ORCHID FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 49.420.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 95, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour la société
INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signature

(26503/729/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ORCHID FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 49.420.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société anonyme ORCHID FINANCE S.A., tenue à Luxembourg, le 22 juillet 1996, que:

- abstraction des délais et formalités de convocation a été faite;
- les comptes annuels au 31 décembre 1995 ont été approuvés, et qu'un prélèvement de 5 %, destiné à la constitution d'une réserve légale, sera effectué sur le bénéfice de l'exercice avant de le reporter à l'exercice suivant;
- décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes au titre de l'exercice 1995.

Pour extrait conforme
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 95, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26504/729/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

SANTURIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2018 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 42.665.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 94, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour agent domiciliataire
FIDUCIAIRE ROYAL S.A.
Signature

(26526/634/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ORIENTAL ARTS AND CRAFTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4437 Soleuvre, 197, route de Differdange.

R. C. Luxembourg B 16.346.

Constituée par acte de M^e Marc Cravatte, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 1^{er} décembre 1978, publié au Mémorial C, n° 40 du 21 février 1979, transformée en société à responsabilité limitée par acte de M^e Gérard Lecuit, notaire de résidence à Mersch, en date du 3 novembre 1982, publié au Mémorial C, n° 338 du 28 décembre 1982, modifiée par-devant le même notaire en date du 16 mars 1983, acte publié au Mémorial C, n° 120 du 7 mai 1983, modifiée par-devant le même notaire en date du 9 décembre 1987, acte publié au Mémorial C, n° 85 du 31 mars 1988.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 69, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Pour ORIENTAL ARTS AND CRAFTS, S.à r.l.

KPMG

Experts comptables

Signature

(26505/537/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PANOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 47.887.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 95, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour la société

INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(26506/729/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PANOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 47.887.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société anonyme PANOLUX S.A., tenue à Luxembourg, le 12 juillet 1996, que:

- abstraction des délais et formalités de convocation a été faite;
- le bilan au 31 décembre 1994 a été approuvé, et que la perte a été reportée à l'exercice suivant;
- décharge a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes au titre de l'exercice 1994;
- le nombre des administrateurs a été réduit de 6 à 3;
- la démission, de leurs fonctions d'administrateurs de la société, de Messieurs Dominique Du Peloux, Alberto Padrini et François Relinquet a été acceptée;
- décharge a été donnée aux administrateurs sortants pour toute la période de leur mandat allant jusqu'à aujourd'hui.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1996, vol. 481, fol. 95, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26507/729/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PHOTO-STUDIO FEY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 41, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 5.034.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 1996, vol. 481, fol. 88, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26510/758/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PUBLI GRAPHICS GROUP HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.
R. C. Luxembourg B 32.500.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 77, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale du 5 juillet 1996

Le mandat du commissaire aux comptes est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 1997, statuant sur les comptes de l'exercice se terminant au 31 décembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

(26514/280/000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

PUBLI GRAPHICS GROUP HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.
R. C. Luxembourg B 32.500.

Avis rectificatif concernant l'extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 1995

Le conseil d'administration se compose des personnes suivantes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 1998, statuant sur les comptes de l'exercice se terminant au 31 décembre 1997:

- a) M. Moustapha Assad, homme d'affaires, demeurant à Koweït, président,
- b) M. Gabriel Hayek, directeur, demeurant à Beyrouth,
- c) M. Samir Khammar, homme d'affaires, demeurant à Koweït,
- d) M. Fida Halloway, directeur, demeurant à Dubai, représentant les actions de la catégorie «B»;
- e) M. Hiroshi Kurebayashi, General Manager DENTSU EUROPE, demeurant à Amsterdam,
- f) M. Itaru Yamanaka, Director DENTSU HOLDINGS, demeurant à Amsterdam, représentant les actions de la catégorie «A».

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 1996, vol. 481, fol. 77, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26515/280/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 35.158.

Les bilans aux 31 décembre 1992, 31 décembre 1993 et 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 66, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour la société
INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signature

(26516/729/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 35.158.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société anonyme RECHERCHE & DEVELOPPEMENT FINANCE S.A., tenue à Luxembourg, le 5 juillet 1996, que:

- Les comptes annuels aux 31 décembre 1992, 31 décembre 1993 et 31 décembre 1994 ont été approuvés.
- Les résultats ont été reportés.
- Décharge a été donnée au commissaire aux comptes et aux administrateurs pour les exercices clôturant aux 31 décembre 1992, 31 décembre 1993 et 31 décembre 1994.

Pour extrait conforme
Pour la société
INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 66, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(26517/729/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ROLLING STONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1841 Luxembourg, 7, rue du Palais de Justice.
R. C. Luxembourg B 43.304.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Mersch, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 13, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26518/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ROLLING STONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1841 Luxembourg, 7, rue du Palais de Justice.
R. C. Luxembourg B 43.304.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Mersch, le 17 juillet 1996, vol. 122, fol. 13, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Signature.

(26519/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

SAINT VANNE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 132, rue de Hollerich.
R. C. Luxembourg B 49.586.

Constituée par-devant M^e Jean Seckjler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 25 novembre 1994, acte publié au Mémorial C, n° 126 du 22 mars 1995.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 69, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SAINT VANNE S.A.

KPMG

Experts comptables

Signature

(26523/537/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

**ENERGY FINANCE S.A., Société Anonyme,
(anc. SANGER S.A., Société Anonyme).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 47.644.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-sept juin.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SANGER S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 29 avril 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial numéro 355 du 24 septembre 1994.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Emmanuel Mathis, consultant, demeurant à Bascharage, qui désigne comme secrétaire, Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Nathalie Welsch, employée privée, demeurant à Manternach.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination sociale de SANGER S.A. en ENERGY FINANCE S.A.

2. Changement de l'objet social qui aura désormais la teneur suivante:

«La société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'étude de tous projets concernant les sources d'énergie, qu'elles soient minières, pétrolières, électriques ou autres.

Elle pourra également effectuer toutes transactions se rapportant directement ou indirectement au financement de toutes opérations relatives à la reprise ou à la reconstruction d'usines de sources d'énergie telles que raffineries, etc.

Elle pourra effectuer toutes transactions mobilières ou immobilières généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à son objet, ou pouvant en faciliter la réalisation.

3. Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne

varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de SANGER S.A. en ENERGY FINANCE S.A. de sorte que l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Statut et dénomination.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de ENERGY FINANCE S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer l'objet social de la société de sorte que l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3. Objet.** La société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'étude de tous projets concernant les sources d'énergie, qu'elles soient minières, pétrolières, électriques ou autres.

Elle pourra également effectuer toutes transactions se rapportant directement ou indirectement au financement de toutes opérations relatives à la reprise ou à la reconstruction d'usines de sources d'énergie telles que raffineries, etc.

Elle pourra effectuer toutes transactions mobilières ou immobilières généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à son objet, ou pouvant en faciliter la réalisation.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Mathis, A. Braquet, N. Welsch, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 1996, vol. 91S, fol. 93, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 19 juillet 1996.

G. Lecuit.

(26524/220/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

ENERGY FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 47.644.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 19 juillet 1996.

G. Lecuit.

(26525/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

THE CHASE MANHATTAN PRIVATE BANK (SWITZERLAND).

Siège social: CH-1211 Genève 3, 63, rue du Rhône.
Succursale au Luxembourg: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.
R. C. Luxembourg B 44.067.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 1996, vol. 481, fol. 90, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 1996.

THE CHASE MANHATTAN
PRIVATE BANK (SWITZERLAND)
Luxembourg Branch
R. Theissen
Directeur

(26550/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 1996.